

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 juin 2018

AVENIR PROFESSIONNEL - (N° 1019)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 1093

présenté par

M. Buchou, Mme Tuffnell, M. Galbadon, M. Henriët, M. Dombreval, M. Matras, M. Martin,
M. Chalumeau, Mme De Temmerman, M. Bois, M. Daniel, M. Barbier, M. Thiébaüt, Mme Sylla,
M. Baichère, M. Mazars et Mme Leguille-Balloy

ARTICLE 16

Après l'alinéa 57, insérer l'alinéa suivant :

« 6° D'un collège de représentants des organismes consulaires. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement, proposé par le réseau des Chambres de Commerce et de l'Industrie, vise à intégrer les réseaux consulaires au sein de la gouvernance de France Compétences.

L'article 16 crée un nouvel établissement public qui sera chargé de la régulation de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage : France Compétences.

Cette nouvelle agence remplace trois instances de gouvernance : le FPSPP, le CNEFOP et la CNCP.

Les chambres consulaires, actuellement présentes au sein du CNEFOP et des CREFOP, représentent et défendent les intérêts économiques de leurs territoires et les attentes, à la fois de l'ensemble des entreprises mais également des jeunes.

Le réseau consulaire (chambre de commerce et d'industrie, de métiers et de l'artisanat et d'agriculture) forme actuellement près de la moitié des apprentis en France au travers de leurs CFA, gérés en direct ou de manière associative.

Le présent amendement propose donc que les réseaux consulaires soient représentés au sein du conseil d'administration de France Compétences.